

Rencontre avec François Galichet

Professeur de philosophie à l'IUFM d'Alsace

François Galichet, qui êtes-vous ? Pourquoi un philosophe comme vous s'intéresse-t-il à faire débattre des enfants en classe ?

Je suis professeur d'université, enseignant la philosophie, notamment la philosophie de l'éducation, à l'IUFM d'Alsace. Auparavant, j'exerçais à l'Université Marc Bloch de Strasbourg. Cela m'a permis de constater que les étudiants qui arrivaient à l'Université, que ce soit en philosophie ou dans d'autres disciplines, ont une conception très individualiste du savoir et de la pensée. Pour eux, faire de la philosophie, ou de l'histoire, ou de la sociologie, c'est écouter des cours magistraux, lire des ouvrages, et ensuite travailler tout seul dans sa chambre ou en bibliothèque pour exécuter les travaux demandés par les professeurs. Or ce n'est pas ainsi que la connaissance se constitue et que la pensée progresse. Dans la philosophie comme dans les sciences, le débat, la confrontation des idées, l'échange des arguments, oral ou écrit, est permanent. Si l'on veut réellement apprendre aux élèves et aux étudiants à connaître et penser, il faut donc leur faire pratiquer le débat réflexif et argumentatif le plus tôt possible.

A cela s'ajoute une deuxième raison. Nous sommes, dit-on souvent aujourd'hui, dans une période de crise du politique, de désaffection vis-à-vis de tout ce qui évoque la politique, et l'on parle beaucoup, à l'école, d'éducation à la citoyenneté. Celle-ci, le plus souvent, se réduit à tenter de redonner aux enfants et aux adolescents le sens des règles, le respect de la loi. Mais si l'on considère la citoyenneté à sa source, chez les Grecs, elle était d'abord liée au débat public sur l'agora, où le peuple assemblé délibérait des grandes questions de la cité. C'est également le cas à l'époque de la Révolution française : les débats entre députés à la Convention se doublaient d'innombrables discussions dans les cafés, les clubs, les journaux. Eduquer à la citoyenneté, c'est donc éduquer au débat ; tout le reste en découle. Ne pas placer la pratique du débat au cœur de l'éducation à la citoyenneté, c'est mettre la charrue avant les bœufs, vouloir obtenir les effets (cessation de la violence, respect mutuel, sens civique) sans la cause qui permet de les produire.

Quelles sont vos ambitions (vos attentes, vos espoirs, qu'espérez-vous faire bouger) en tant qu'enseignant, en tant que parent, en tant que citoyen ?

L'école de Jules Ferry s'était assigné une double ambition : éduquer et instruire. Eduquer signifiait inculquer les valeurs républicaines, créer un consensus autour de la République, enseigner la « morale laïque ». Instruire signifiait apprendre à lire, écrire, compter à des populations qui étaient encore largement analphabètes.

On peut dire que globalement, ces deux objectifs ont été atteints. Pratiquement plus personne ne conteste l'organisation républicaine de la société ; et malgré les phénomènes d'illettrisme et d'échecs scolaires, presque tous les élèves sortent de l'école en étant alphabétisés.

En revanche, sur un autre plan, la situation s'est inversée. Au 19^{ème} siècle, les jeunes étaient socialisés parce que, dès leur naissance, ils vivaient dans des communautés – le village, la paroisse pour ceux de la campagne ; le syndicat, la fraternité ouvrière pour ceux de la ville – qui leur apprenaient, en marge de l'école, à vivre en société, à échanger, participer à des aventures communes, des activités collectives. Aujourd'hui, elles se sont plus ou moins déstructurées. La société libérale moderne, fondée sur la compétition et l'individualisme, a peu à peu désagrégé toutes les communautés traditionnelles qui socialisaient « naturellement » les jeunes. Beaucoup d'entre eux n'ont plus, comme seule expérience de socialisation, que la « bande » de quartier, dont les

sociologues ont montré qu'elle présente des caractères maffieux aux antipodes de la socialisation démocratique.

Nous sommes donc en présence d'un « analphabétisme social » qui est d'autant plus préoccupant qu'il menace les fondements mêmes de la démocratie républicaine. Celle-ci suppose non seulement l'instruction et l'éducation civique, mais aussi et d'abord l'expérience d'une intégration sociale réussie, de la participation à une collectivité concrète où le jeune découvre à la fois la solidarité, un lieu de confrontations et d'échanges pacifiques. Seule l'école peut désormais offrir cette possibilité. Encore faut-il qu'elle se transforme profondément et qu'elle s'arrache à l'individualisme compétitif qui la domine actuellement. La pratique régulière du débat, de la réflexion en commun, est l'un des moyens – non le seul – d'y parvenir. Car la priorité de l'école, désormais, son ambition première, c'est de lutter contre cet analphabétisme social qui s'est substitué à l'ancien analphabétisme.

Qu'évoque pour vous le développement durable ?

Pour moi, le problème du développement durable est directement lié à l'analphabétisme social que je viens d'évoquer. Tant que l'humanité pouvait se développer sans souci de ménager la planète, tant que la principale préoccupation était de dominer la nature en même temps que les hommes, la mise en œuvre d'une morale solidaire et de rapports sociaux démocratiques était toujours précaire, susceptible de remise en cause permanente. La compétition restait le principe dominant : faire mieux que les autres, notamment dans l'utilisation des ressources de la nature. Aujourd'hui en revanche, nous savons que ce principe est suicidaire. Nous sommes condamnés à nous entendre, à coopérer, à raisonner et réfléchir ensemble pour ne pas mourir de nos propres pulsions. Le développement durable, pour moi, c'est ce qui fait du débat démocratique non plus seulement une forme parmi d'autres du rapport entre les hommes, mais la forme obligée, nécessaire pour ne pas sombrer.

Est-il possible de débattre avec de jeunes élèves ?

Bien sûr. Les enseignants qui pratiquent la pédagogie Freinet ou institutionnelle organisent des débats, notamment par le biais du Conseil, qui régule la vie de la classe, dès la maternelle. Mais beaucoup d'autres, sans pratiquer ce type de pédagogie, proposent à leurs élèves de discuter autour des questions d'actualité ou de société. Naturellement, ce genre de débat doit, pour réussir, être organisé et répondre à un certain nombre de conditions. Je peux vous assurer que j'ai vu, dans des classes de cycle 1 (maternelle et CP), des enfants discuter de questions graves avec sérieux et intérêt.

Faites-vous débattre des élèves sur d'autres sujets ?

Depuis quelques années se développe en France, après bien d'autres pays, un mouvement pour développer la pratique du débat à visée philosophique dès l'école primaire. J'ai moi-même participé, avec le maître d'une classe de ZEP, à Strasbourg, à des séances hebdomadaires de discussion. Voici quelques-uns des sujets qui ont été traités sous forme d'un débat d'environ trois quarts d'heure : « Qu'est-ce qu'un ami ? », « A-t-on le droit de tout faire ? », « Qu'est-ce qui est juste ? », « Qu'est-ce qu'être raciste ? », « Pourquoi parle-t-on ? », « Qu'est-ce qu'aimer ? », « Comment est-ce que je sais que je ne suis pas en train de rêver ? », « Est-ce bien de mourir ? » » Qu'est-ce qu'une grande personne ? ». On constate qu'après quelques séances, les élèves proposent spontanément des sujets ; et souvent ils réclament qu'une question soit débattue sur plusieurs séances, parce qu'ils ont le sentiment de ne pas l'épuiser en une seule.

Qu'est-ce qui vous semble important dans cette démarche ?

Un récent colloque qui s'est tenu près de Montpellier sur le débat à visée philosophique à l'école et au collège a permis de dégager au moins cinq enjeux qui justifient qu'on fasse du débat en classe une priorité pédagogique :

- un enjeu éthique : tout débat, s'il se déroule correctement, développe des attitudes d'écoute, de respect de l'autre, de rigueur et d'honnêteté intellectuelle, de participation à une communauté de recherche qui relèvent de ce que le philosophe Habermas appelle « l'éthique de la discussion ».

- un enjeu politique : comme je l'ai indiqué précédemment, on ne peut penser la démocratie sans le débat. Dans et par le débat démocratique, ce n'est plus l'autorité qui sert d'argument, mais l'argument qui fait autorité. Il faut former ce qu'on pourrait appeler un « citoyen réflexif », capable de réfléchir et non pas seulement de respecter les règles de comportement en vigueur.

- un enjeu langagier : il n'y a évidemment pas de débat sans prise de parole, sans usage maîtrisé du langage. La prise de parole en public suppose des compétences que l'apprentissage de la langue écrite, qui est jusqu'ici privilégié par l'école, ne développe pas.

- un enjeu intellectuel : par le débat, je confronte mes idées, mes hypothèses à d'autres, je noue des rapports d'analogie, j'apprends à conceptualiser à partir d'exemples, à problématiser, à opérer déductions et inductions. En ce sens, il faut distinguer le débat de la simple discussion « à bâtons rompus », qui n'a pas cette valeur formatrice.

- enfin, un enjeu de construction identitaire du sujet : prendre la parole, c'est prendre du pouvoir – sur les autres, mais aussi sur soi. C'est s'affirmer comme sujet, responsable de ce qu'il dit. Mon expérience du débat en classe montre que beaucoup d'élèves effacés, en situation d'échec dans les apprentissages proprement scolaires, trouvent, à travers leur participation au débat à visée philosophique, l'occasion de prendre conscience qu'ils existent, qu'ils pensent, que leur pensée peut intéresser les autres, qu'ils ne se réduisent pas au « mauvais élève » que l'école tend à renvoyer d'eux-mêmes.

Du reste, l'introduction à partir de cette année, dans les horaires de l'école élémentaire, d'une demi-heure consacrée au débat montre bien l'importance que cette pratique revêt.